



GAZ & ÉLECTRICITÉ :
TVA À 6%

CHÈQUE MAZOUT :
225 €

TARIF SOCIAL :
ACCESSIBLE À
PLUS DE PERSONNES

UN SPARADRAP N'A JAMAIS STOPPÉ UNE HÉMORRAGIE

Factures de gaz, d'électricité, prix du carburant, dans les magasins... De toutes parts, le portefeuille des citoyens saigne. Cela fait des mois que nous dénonçons cette situation qui ne cesse d'empirer. Dans son conclave budgétaire, le gouvernement fédéral a déjà annoncé quelques mesures en faveur des ménages. Celles-ci ont été prises en partie grâce à la pression des syndicats. Il y a par exemple l'abaissement définitif de la TVA à 6% pour l'énergie et une taxe sur les surprofits des entreprises énergétiques. Nous avons mené des actions pour obtenir ces mesures, **mais ce n'est pas suffisant !** Il est temps de trouver des solutions durables qui améliorent le pouvoir d'achat des ménages.



SETCa
FGTB

STOP À L'HÉMORRAGIE : GRÈVE GÉNÉRALE LE 9 NOVEMBRE !

Nous avons déjà organisé une action réussie à Bruxelles le 21 septembre. Si le Gouvernement n'a toujours pas compris, nous allons le lui faire comprendre : la FGTB organise une grève interprofessionnelle le 9 novembre.

- Nous attendons des mesures durables pour que les ménages puissent payer leurs **factures d'énergie**. Il y a la prolongation des mesures de soutien jusqu'en mars 2023. Une différence de 1.000 euros sur la facture est plus que bienvenue. À cet effet, le Gouvernement va chercher de l'argent auprès des banques, des surprofits et du capital. Enfin. Ce n'est pas rien ! Mais ce n'est pas suffisant. Seul le **blocage des prix de l'énergie** fera une différence à moyen terme. Les prix continuent d'exploser, menaçant de rendre les mesures inefficaces d'ici quelques mois. En outre, il s'agit de mesures qui coûtent surtout de l'argent. On nous présentera de toute façon la facture. Nous devons envisager de nationaliser les entreprises énergétiques. En les mettant entre les mains du public, nous mettons les actionnaires hors-jeu. L'énergie est trop importante.
- Grâce à la pression syndicale, le pire a été évité : l'**indexation automatique** des salaires est épargnée. Toutefois, les entreprises bénéficieront d'une exonération linéaire de 7% sur les cotisations patronales pour les six premiers mois de 2023. Coût : 1 milliard d'euros. Ensuite, elles bénéficieront d'un report de paiement. Ensemble, ces deux mesures représentent une **charge supplémentaire sur les épaules de la sécurité sociale qui se chiffre en milliards**. Cette mesure s'applique à TOUTES les entreprises et est de plus inconditionnelle. Même les entreprises qui font de gros profits grâce à cette crise énergétique en profitent ! C'est à nouveau la collectivité qui paie par le biais de la sécurité sociale. Notre argent est redirigé vers les entreprises. Ces mesures, combinées au Chômage temporaire énergie, menacent notre sécurité sociale.
- Nous exigeons de **libres négociations salariales**. La loi sur la norme salariale – encore durcie par le gouvernement Michel en 2017 – rend quasiment impossible pour les syndicats d'encore négocier de réelles augmentations salariales avec les employeurs. Pourtant, même en temps de crise, les travailleurs font tourner notre économie. La loi sur la norme salariale doit être modifiée d'urgence en faveur des travailleurs et travailleuses. Une marge salariale impérative de 0,0% est pour nous inacceptable.

Le conclave budgétaire a représenté quelques pas dans la bonne direction, mais c'est insuffisant. Ces mesures servent principalement les employeurs et la droite, les travailleurs, eux, payent un prix élevé. Ainsi, les crédits-temps et les interruptions de carrière sont limités et des économies en matière de soins de santé suivront. Les flexi-jobs et le travail étudiant sont à nouveau élargis. Cela signifie que de nombreux travailleurs à temps partiel voient diminuer leurs chances d'obtenir des heures en plus et donc d'accroître leur pouvoir d'achat...

Il est temps que les travailleurs soient entendus ! Fini les mesures-sparadrap, l'hémorragie doit cesser. Nous voulons des solutions durables pour garantir notre pouvoir d'achat et faire d'une société solidaire une réalité. Les épaules les plus fortes doivent porter les charges les plus lourdes. Il faut chercher l'argent là où il se trouve, pas dans la sécurité sociale. C'est pourquoi nous ferons grève le 9 novembre.

TOUS EN GRÈVE LE 9 NOVEMBRE !

Vous voulez en savoir plus sur comment faire grève ?
Consultez le site www.setca.org ou contactez votre section locale.



www.setca.org

E.R. : MYRIAM DELMÉE | SETCa-FGTB | Rue J. Stevens 7/5 | 1000 Bruxelles | 13/10/22